



analyse

Par **Olga V. Alexeeva**,
professeure d'histoire de
la Chine à l'Université du
Québec à Montréal (UQAM).



Chine : 2022, l'année de tous les périls ?

L'année 2022 semble être l'année de tous les périls pour Xi Jinping. La guerre en Ukraine, le ralentissement de l'économie chinoise, la recrudescence de l'épidémie de Covid-19, l'aggravation des problèmes énergétiques et alimentaires, la croissance du mécontentement populaire diffus mais bien réel sont autant de problèmes que Xi Jinping doit affronter à la veille d'un 20^e congrès national du Parti communiste chinois (PCC), crucial pour son avenir à la tête du pays.

Photo ci-dessus :

Fin mai 2022, le Premier ministre chinois, Li Keqiang, déclarait devant des cadres du Parti communiste : « L'économie chinoise glisse sur une pente dangereuse et pourrait être très difficile à relancer », expliquant que « la plupart des chiffres et indicateurs sont dans le rouge ». S'il n'a pas remis en question officiellement la stratégie de Xi Jinping — ne mentionnant pas une seule fois la stratégie du « zéro Covid » ni même Xi Jinping lui-même —, Li Keqiang incarne les divergences apparentes au sein du Parti communiste. (© Shutterstock)

Ce congrès est en effet censé inaugurer un tournant historique puisqu'il devrait reconduire Xi Jinping à la tête de l'État-parti chinois pour un troisième mandat et cimenter son pouvoir en tant que dirigeant du peuple capable de braver toutes les tempêtes sur la voie du grand renouveau national. Or, les tempêtes sont apparues plus tôt que prévu en secouant de manière importante, voire même critique, la stabilité chinoise, ce concept clé qui assure la légitimité politique du PCC. Le maintien de la stabilité, considéré comme un prérequis indispensable à l'accession de la Chine au rang de grande puissance par tous les dirigeants chinois depuis Deng Xiaoping, se trouve aujourd'hui ébranlé à la fois par les

facteurs internes et par les changements majeurs du contexte extérieur. Comment faire face à ces défis et gérer leurs conséquences ?

La position de Pékin vis-à-vis de la guerre en Ukraine : un pari risqué ?

Depuis le début de la guerre en Ukraine, Pékin s'efforce de préserver une sorte de neutralité pro-Kremlin en se cachant derrière ses formules diplomatiques habituelles qui mettent en avant les principes de la non-ingérence et du respect de la souveraineté ainsi que de l'intégrité territoriale des États. À l'intérieur de la Chine, les médias présentent l'invasion russe



de l'Ukraine comme une « opération militaire spéciale », dénoncent les sanctions occidentales contre la Russie et défendent la légitimité de préoccupations sécuritaires de Moscou vis-à-vis de l'élargissement de l'OTAN vers l'est. Ce faisant, les relais d'information officiels reprennent les éléments du discours propagandiste du Kremlin en participant ainsi à sa campagne de désinformation qui vise surtout à promouvoir l'idée que les États-Unis sont les véritables responsables de l'escalade du conflit et qu'ils cherchent par tous les moyens à prolonger la guerre afin d'affaiblir la Russie. Les chaînes de télévision chinoises n'ont pas hésité à répéter les affirmations du Kremlin sur la présence en Ukraine d'armes biologiques dans les laboratoires financés par les États-Unis ou bien sur le soi-disant contrôle du président ukrainien Volodymyr Zelensky

“ Le maintien de la stabilité, considéré comme un prérequis indispensable à l'accession de la Chine au rang de grande puissance par tous les dirigeants chinois depuis Deng Xiaoping, se trouve aujourd'hui ébranlé à la fois par les facteurs internes et par les changements majeurs du contexte extérieur. ”

par le milliardaire américain George Soros. Les rares voix qui contestent ce récit officiel sont vite censurées et publiquement dénigrées. Ce fut le cas, par exemple, de Wang Jixian, le programmeur chinois installé à Odessa et qui a commencé à mettre en ligne de courtes vidéos décrivant sa vie quotidienne en Ukraine sous les bombardements russes. Ses mises à jour, qui contredisent la version officielle des événements, attirent l'attention de nombreux internautes chinois, même si certains d'entre eux l'accusent d'être le traître à la solde des États-Unis et de diffuser les *fake news*. Bien que les dépêches de Wang soient vite bloquées et son compte WeChat fermé, les autorités chinoises censurent également toutes les publications sur les réseaux sociaux qui sont trop pro-guerre ou anti-ukrainiennes, l'objectif étant de maintenir une sorte d'équilibre ambigu entre le refus de condamner l'invasion russe et le refus de la soutenir. En effet, bien que Pékin refuse de publiquement désavouer son grand partenaire stratégique, les autorités chinoises se sont largement conformées aux sanctions imposées par les Occidentaux à l'encontre de la Russie. Les entreprises chinoises ont bien suivi des compagnies occidentales dans leur exode du marché russe : les géants de la tech chinois — Lenovo, TikTok et Huawei — ont bloqué toutes leurs opérations en Russie, alors que les constructeurs chinois des modules arctiques pour le mégaprojet gazier russe *Arctic-LNG2* ont décidé de mettre un terme à leur coopération avec Novatek. Finalement, malgré les assurances de la propagande officielle du Kremlin, UnionPay, l'un des grands processeurs de paiement mondiaux

sous contrôle de l'État chinois, a mis sur pause fin avril ses projets de collaboration avec les banques russes, coupant court leur espoir de trouver une alternative aux géants américains de paiement Visa et Mastercard. Ce pas de deux complexe devrait, aux yeux de Pékin, protéger les intérêts chinois et minimiser l'impact de la guerre sur l'économie chinoise comme ce fut déjà le cas lors de la crise ukrainienne de 2014. Pékin a alors proclamé sa neutralité, en espérant qu'une fois l'indignation de l'UE et des États-Unis calmée, les affaires allaient reprendre, et que les considérations économiques allaient prévaloir sur les principes politiques. Or, cette fois-ci, la neutralité de façade de Pékin ne semble plus satisfaire ses partenaires occidentaux qui



ont adopté une position inflexible vis-à-vis du support tacite chinois des actions de Moscou. Le dernier sommet Chine-UE, organisé en avril, l'a bien démontré : le souhait chinois de revenir au « *business as usual* », en mettant de côté la guerre en Ukraine, a suscité des réactions très négatives en Europe. Les dirigeants européens espéraient que Pékin pourrait jouer un rôle de médiateur dans le conflit en mobilisant ses relations spéciales avec Moscou. Toutefois, la Chine a jusqu'à présent refusé ce rôle et il est peu probable qu'elle accepte de changer son actuelle politique de neutralité. Le rapprochement avec la Russie a été promu personnellement par Xi Jinping, qui a rencontré Vladimir Poutine plus d'une trentaine de fois depuis son arrivée au pouvoir et qui a déclaré que l'amitié sino-russe est « solide comme un roc », quelques jours seulement avant l'invasion de l'Ukraine par son « meilleur ami ». Xi Jinping, qui a déjà fait l'objet de critiques au sein du Politburo pour sa gestion des relations avec Washington, ne peut pas admettre qu'il s'est également trompé dans son analyse des perspectives et des dangers du partenariat plus approfondi avec Moscou. Finalement, la Chine est l'un des principaux acheteurs des armements russes, censés rivaliser en qualité avec les armements occidentaux — une perception sérieusement compromise par la débâcle militaire russe en Ukraine. La coopération avec la Russie permet à la Chine d'avoir accès à certains équipements militaires qu'elle

Photo ci-dessus :

Le 5 juin 2019, le président chinois Xi Jinping était reçu à Moscou par son homologue russe Vladimir Poutine. Alors que les deux dirigeants ne se sont pas rencontrés physiquement depuis les Jeux olympiques d'hiver à Pékin, en février 2022, le président chinois a profité d'un échange téléphonique le 15 juin dernier pour déclarer que « la Chine est disposée à poursuivre avec la Russie le soutien mutuel sur les questions de souveraineté, de sécurité ainsi que sur d'autres questions d'intérêt fondamental et préoccupations majeures ». Si le compte-rendu de l'échange ne mentionne ni l'Ukraine ni Taiwan, Pékin se refuse toujours à employer le mot d'« invasion » pour décrire la situation en Ukraine. (© Kremlin.ru)

Points chauds

ne peut pas acquiescer ailleurs à cause de l'embargo sur les armes mis en place par les États-Unis et les pays européens en 1989 après la répression des manifestations de la place Tian'anmen. En même temps, la Chine fournit quelques technologies à double usage à l'industrie de la défense russe. La posture de neutralité que Pékin maintient sur la scène internationale est donc dictée par les différentes considérations géopolitiques, stratégiques et militaires. Cette neutralité semble être autant anti-américaine que pro-russe, y compris dans l'espace médiatique où la guerre en Ukraine sert d'un prétexte pour critiquer la politique de Washington dans la région indopacifique. En traçant les parallèles entre les conséquences de l'élargissement de l'OTAN en Europe et la formalisation du Quad (1) — libellé par

Ce ralentissement de croissance n'est pourtant pas un phénomène nouveau : les autorités chinoises en parlent depuis une dizaine d'années en soulignant qu'il s'agit de la conséquence inévitable de la transformation du modèle de développement chinois et de son recentrage vers la consommation interne, les services, les innovations et les technologies vertes. Dans les prévisions officielles, la phase de croissance effrénée avoisinant en moyenne 10 % par an aurait dû progressivement céder la place au

« Dans les prévisions officielles, la phase de croissance effrénée avoisinant en moyenne 10 % par an aurait dû progressivement céder la place au développement plus ralenti mais durable, avec des taux de croissance plus modestes, de 6 à 7 % par an. Or, en 2022, les taux de la croissance chinoise peinent à atteindre le niveau projeté, en partie à cause du rebond de la pandémie lié à la propagation du variant Omicron. »

développement plus ralenti mais durable, avec des taux de croissance plus modestes, de 6 à 7 % par an (5). Or, en 2022, les taux de la croissance chinoise peinent à atteindre le niveau projeté, en partie à cause du rebond de la pandémie lié à la propagation du variant Omicron. Pourtant, la politique de zéro Covid, qui vise à empêcher le virus d'exister, a été initialement bien accueillie par la population traumatisée par le chaos des premières semaines de l'épidémie à Wuhan en 2019. De plus, les mesures de prévention renforcées avec toute la sévérité de la loi chinoise semblaient donner des résultats remarquables : depuis le début de l'épidémie, la Chine n'a enregistré que 14 600 morts de la Covid-19 alors que les États-Unis ont atteint le triste record d'un million de morts (6). Ce fait a été souligné à plusieurs reprises par les médias chinois mais aussi par Xi Jinping qui s'en est servi pour légitimer sa ligne politique et pour justifier ses choix économiques autoritaires. La recrudescence des cas de Covid à partir du mois de décembre 2021 a été donc traitée par les autorités non seulement comme une menace sanitaire mais aussi comme un enjeu politique. La stratégie du zéro Covid plébiscitée par Xi Jinping est devenue la « ligne juste » du PCC censée démontrer que le système socialiste chinois est supérieur aux autres modèles politiques, en particulier ceux proposés en Occident. L'application des mesures alternatives n'est donc pas envisageable car un tel abandon pourrait remettre en cause le leadership de Xi Jinping et son image de dirigeant compétent qu'il cultive avec le plus grand soin depuis des années. Toutefois, cette fois-ci, la politique

Pékin « OTAN asiatique » —, la Chine met en garde les pays occidentaux et leurs alliés dans la région contre « la mentalité de la guerre froide fondée sur la confrontation des blocs » (2).

Le ralentissement de la croissance économique amplifié par la politique « zéro Covid »

Si, au début de 2021, Xi Jinping pouvait fièrement rapporter que l'économie chinoise a finalement peu souffert des effets de la pandémie et a maintenu ses taux de croissance autour de 8 %, ce n'est plus le cas aujourd'hui (3). En réalité, les premiers signes inquiétants apparaissent déjà en 2021 : les pénuries d'électricité qui forcent plusieurs usines chinoises à tourner au ralenti, la baisse significative de la consommation des ménages chinois, les difficultés du secteur immobilier amplifiées par les déboires du groupe Evergrande (4), la baisse de chiffre d'affaires des géants du numérique, Tencent et Alibaba, visés par une campagne régulationniste, l'échec des nouvelles politiques natalistes censé freiner la crise démographique, et la réduction des exportations faisant l'écho de la guerre commerciale avec les États-Unis sont autant de facteurs qui menacent les perspectives de l'économie chinoise.



Photo ci-dessus : Alors que l'immobilier et la construction — qui représentent plus d'un quart du PIB de la Chine — ont longtemps joué le rôle de locomotive de l'économie chinoise, le pays a été secoué en 2021 par la crise du principal promoteur immobilier du pays, Evergrande, menacé de défaut de paiement. Si le cas de cette entreprise n'est pas encore réglé, Pékin a durci les conditions d'accès au crédit pour les promoteurs immobiliers, entraînant d'autres groupes vers le défaut de paiement, comme Sunac, moins de six mois après la crise Evergrande. (© Xinhua)



de zéro Covid est simultanément appliquée à plusieurs mégapoles qui jouent le rôle de locomotives pour l'ensemble de l'économie chinoise, si bien qu'en mai presque un tiers de la population chinoise — 400 millions de personnes — s'est retrouvé visé par toutes sortes de mesures coercitives (7). Étant donné la haute contagiosité d'Omicron et le faible taux de vaccination des plus de 60 ans, les pratiques de prévention se sont durcies à tel point qu'on a inventé un nouveau terme pour les désigner : « l'isolement dur » (硬隔离). Les mises en quarantaine massives, le dépistage quotidien de centaines de millions de personnes et la croissance des dépenses liées au maintien des restrictions sanitaires à l'échelle nationale ont un coût économique qui est difficile à mesurer faute de données statistiques fiables. En parallèle, l'arrêt de la production dans de nombreuses usines, la paralysie de chaînes d'approvisionnement, le ralentissement des importations et des exportations ainsi que la baisse des investissements étrangers, alourdissent la facture déjà assez lourde de la politique du zéro Covid. Le nombre de faillites de PME, premières victimes des restrictions sanitaires, en croissance constante depuis 2021, risque d'atteindre des proportions dangereuses en 2022. La consommation interne, déjà en chute libre, va continuer à reculer, à moins que les autorités modifient les paramètres de leur programme de relance Covid, qui ne propose le soutien financier qu'aux entreprises en laissant les ménages chinois seuls face à la crise. L'augmentation du chômage et du coût de la vie amplifient le ras-le-bol général de la population de plus en plus lasse du discours officiel sur sa résilience et son esprit de sacrifice. La multiplication des altercations violentes entre les forces de l'ordre et les habitants confinés, les protestations spontanées et les critiques virulentes des actions du gouvernement sur les réseaux sociaux tirent une sonnette d'alarme que Xi Jinping et autres hauts dirigeants chinois ne peuvent pas ignorer.

Des dissensions au sommet de la hiérarchie du PCC ?

Malgré les apparences de l'unité politique et de la conformité idéologique, le PCC n'est pas et n'a d'ailleurs jamais été un monolithe omniscient ; il y existe bien des factions politiques et des groupes d'intérêts concurrents qui se livrent à d'intenses batailles de couloirs. Bien que

l'opacité du système politique chinois rende leur interprétation difficile, plusieurs indices semblent indiquer que le sommet de l'État-parti chinois est aujourd'hui tiraillé par les importants désaccords sur la marche à suivre. Xi Jinping, érigé en noyau du parti et leader incontestable du peuple par les chants louangeurs de la propagande, a récemment multiplié les appels à l'unité du PCC par le biais des différents relais officiels. Les cadres sont sommés à soutenir, défendre et suivre le camarade Xi Jinping, en démontrant ainsi leur loyauté absolue à la cause du parti et du peuple. Faudrait-il

en déduire que le ralliement des dirigeants et des élites à la « ligne juste » de Xi Jinping commence à faire défaut au moment où il s'apprête de solliciter un troisième mandat du secrétaire général du PCC ? La réticence initiale des autorités municipales de Shanghai à suivre à la lettre les directives de la politique zéro Covid semble en témoigner. En choisissant de confiner seulement les quartiers avec les cas de Covid-19, elles ont tenté de tester les solutions alternatives à celle de Xi Jinping, basées sur le principe de la coexistence avec le virus, dans l'espoir de réduire le coût économique des

“ La stratégie du zéro Covid plébiscitée par Xi Jinping est devenue la « ligne juste » du PCC censée démontrer que le système socialiste chinois est supérieur aux autres modèles politiques, en particulier ceux proposés en Occident. L'application des mesures alternatives n'est donc pas envisageable car un tel abandon pourrait remettre en cause le leadership de Xi Jinping et son image de dirigeant compétent qu'il cultive avec le plus grand soin depuis des années. ”



Photo ci-dessous :

Le 26 avril 2022, des habitants d'une résidence font la queue pour se faire tester au Covid-19. À Shanghai, la vie a commencé à reprendre son cours le 1^{er} juin dernier, après deux mois de confinement particulièrement strict (le second plus long du pays depuis le début de la pandémie) et critiqué. Quelques jours plus tard, une annonce suscitait les inquiétudes de la capitale économique chinoise après que les autorités de la ville ont annoncé qu'un district de la ville allait être à nouveau confiné afin d'y dépister l'ensemble de la population. La mise sous cloche des principales métropoles chinoises a eu pour effet de fragiliser l'économie, pénaliser la production et la consommation, tout en perturbant les chaînes d'approvisionnement de toute la planète. (© Xinhua/Li Xin)



Points chauds

Photo ci-dessous :

Alors que Pékin s'est fixé un objectif de croissance « d'environ 5,5 % » pour l'année 2022, la Banque mondiale a revu à la baisse ses prévisions sur la Chine, misant plutôt sur 4,3 %. Certains économistes prévoient un second trimestre chinois particulièrement douloureux et une croissance négative en raison des confinements de plusieurs grandes villes comme Shanghai, qui ont porté un coup dur à la consommation, mais aussi d'une tendance structurelle. (© Shutterstock)

restrictions sanitaires. Cette solution n'a pas été jugée efficace par Pékin qui décrète le confinement total de la ville. Toutefois, le chef du parti à Shanghai, Li Qiang, homme lige de Xi Jinping, n'arrive pas à faire face à la montée du mécontentement de la population qui conteste ouvertement les règles inhumaines de confinement qu'on lui a imposées. Pékin se voit alors obligé de lui envoyer en renfort des troupes et des contingents de la police armée venant d'autres provinces chinoises et qui ont repris en main la gestion de la ville. Malgré l'annonce de la réouverture graduelle des commerces de Shanghai le 15 mai 2022, la capitale économique de la Chine est loin de revenir à la normalité d'avant le confinement. En citant l'impératif de la politique zéro Covid, les autorités ont mis en place une panoplie de nouveaux règlements restrictifs qui seraient là pour durer. Pour utiliser les transports en commun, par exemple, les habitants de Shanghai vont devoir non seulement porter un masque et avoir un QR code de santé vert, mais aussi montrer un résultat de test d'acide nucléique négatif datant de maximum 48 heures.



de la Chine au rang de superpuissance par tous les moyens à sa disposition. Ce changement d'attitude assez radical n'a pas été du goût de tous les dirigeants chinois, d'autant plus que le nombre de défis auxquels la Chine se voit confrontée depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping augmente sans cesse. La guerre commerciale avec les États-Unis, l'échec du *soft power* chinois en Europe, la détérioration notable des relations avec le Japon et la Corée du Sud, le très risqué partenariat stratégique avec la Russie : autant de « faux pas » que la Chine a fait sous la direction de Xi Jinping. Les critiques de choix politiques de Xi Jinping restent voilées, comme c'est coutume de tous les régimes communistes. Ainsi, en décembre 2021, l'ancien ambassadeur chinois aux États-Unis, Cui Tiankai, a souligné que la Chine devait garder la tête froide dans ses relations avec Washington puis a ajouté une mise en garde contre toute personne aventureuse ou incompétente tentée de mener une guerre à laquelle la Chine n'est pas préparée, car une guerre motivée par la colère et la vanité ruinerait toutes les réussites que la Chine a réalisées grâce à la sueur et au sang de son peuple. Bien que Cui Tiankai ait soigneusement évité de mettre directement en cause Xi Jinping, personne n'est resté dupe quant à l'identité du destinataire de ces remontrances. Mais est-ce que le renouvellement du mandat de Xi Jinping pourrait être menacé par ces dissensions internes ? Il est difficile de faire des prédictions car plusieurs scénarios sont désormais possibles. Xi Jinping pourrait bien rester aux commandes de l'État-parti chinois pour un autre mandat en s'assurant des appuis des autres hauts dirigeants, à Pékin, mais aussi dans les provinces et régions autonomes. D'autre part, une crise politique au sommet du PCC pourrait également l'empêcher de réaliser ce tour de passe-passe ou bien fragiliser son pouvoir personnel et son emprise sur l'appareil dirigeant en modifiant ainsi le statu quo au sein du Politburo. Plusieurs facteurs pourraient influencer ce processus : le succès ou l'échec de la stratégie de zéro Covid, le rebond ou la stagnation de la croissance chinoise, la montée ou l'apaisement de tensions sociales. Sur le plan international, la durée et l'issue du conflit ukrainien, ainsi que l'évolution des relations entre la Chine, les États-Unis et l'UE, seraient elles aussi déterminantes.

Olga V. Alexeeva

Notes

- (1) Le *Quadrilateral security dialogue* (Quad) rassemble les États-Unis, l'Australie, le Japon et l'Inde.
- (2) CGTN, « Xi Jinping calls for vigilance against bloc confrontation over Ukraine », 10 mai 2022 (<https://news.cgtn.com/news/2022-05-10/President-Xi-holds-phone-talks-with-French-President-Emmanuel-Macron-19VqU0qcBG/index.html>).
- (3) Jonathan Cheng, « China GDP Grew 8.1 % in 2021, Though Momentum Slowed in Fourth Quarter », *The Wall Street Journal*, 16 janvier 2022 (<https://www.wsj.com/articles/china-gdp-grew-8-1-in-2021-though-momentum-slowed-in-fourth-quarter-11642386349>).
- (4) Géant chinois de l'immobilier menacé de défaut de paiement et endetté à hauteur de 260 milliards d'euros en 2021. (NdLR)
- (5) Martin Feldstein, « What is China's 'new normal'? », *World Economic Forum*, 27 mars 2015 (<https://www.weforum.org/agenda/2015/03/what-is-chinas-new-normal/>).
- (6) John Hopkins University, Coronavirus Resource Center, « Mortality Analyses », consulté le 21 mai 2022 (<https://coronavirus.jhu.edu/data/mortality>).
- (7) James Palmer, « China's COVID-19 Data Doesn't Match Its Harsh Restrictions », *Foreign Policy*, 11 mai 2022 (<https://foreignpolicy.com/2022/05/11/china-covid-data-shanghai-lockdown/>).

Les moniteurs de santé intelligents installés à toutes les stations de métro et aux arrêts de bus vont surveiller leur température. Les entreprises pourront fonctionner seulement en « boucle fermée » ou « semi-fermée » avec les stricts contrôles d'entrées et de sorties, voire l'interdiction de quitter le lieu de travail — un fonctionnement qui rappelle le système de bulle sanitaire mis en place lors des Jeux olympiques de Pékin en février dernier. Cela veut dire qu'une grande majorité de PME locales ne pourront pas reprendre leur activité faute de capacités financières et logistiques leur permettant de créer et surtout de maintenir une telle bulle pendant plusieurs semaines. La menace de l'instabilité économique qui pourrait donner corps au mouvement de contestation populaire n'est pas le seul sujet qui divise les dirigeants. La conduite de la politique étrangère est un autre point chaud. Xi Jinping a choisi d'abandonner la politique du « profil bas » dans les relations internationales, léguée par Deng Xiaoping, en cherchant à affirmer l'ascension

